

Mes camarades,

Je vous apporte le salut fraternel des instituteurs, professeurs des écoles et AESH adhérents au SNUDI FO fortement représentés aujourd'hui et je les remercie d'être présents. La présence nombreuse des personnels de l'Éducation nationale montre bien qu'ils savent que ce n'est pas en étant isolés dans nos écoles que nous trouverons des solutions. Ils sont venus parce qu'ils estiment que c'est par l'action collective interprofessionnelle que nous pourrions gagner sur nos revendications. Et ils ont raison ! De la même manière, je suis ravi de voir autant de délégations représentées qui sont encore plus nombreuses que lors de notre dernier congrès.

Ces présences indiquent la volonté de l'ensemble des salariés d'entendre et de comprendre ce qui se passe dans les autres secteurs. Et nous pouvons l'affirmer : la dégradation des conditions de travail, la remise en cause des droits et acquis, c'est le lot de tous. Que l'on soit dans une école, un service, une administration ou une entreprise.

Depuis notre dernier congrès, le SNUDI-FO a progressé en adhérents et en représentativité. Les dernières élections professionnelles nous ont permis de confirmer notre place d'organisation syndicale majoritaire dans le département, avec plus de 55 % des voix.

Mais si je rappelle ces chiffres, ce n'est pas seulement pour nous en féliciter. C'est pour en partager l'analyse que nous en avons.

Cette progression c'est **le fruit du travail de terrain de nos camarades qui ont multiplié les tournées d'écoles et de secteurs, mais c'est aussi le fruit des orientations impulsées** par notre Union départementale, que nous avons relayées auprès de nos adhérents et de nos collègues. C'est pourquoi le mandat qui m'a été confié est de voter pleinement le rapport d'activité.

Concrètement, cela s'est traduit par l'organisation d'une cinquantaine de réunions d'information syndicale l'an dernier, qui ont permis de rassembler des centaines de personnels pour discuter de la situation, des revendications et des initiatives à prendre.

Et plus largement, nous nous sommes inscrits dans toutes les initiatives de l'Union départementale :

- la mobilisation contre la réforme des retraites Macron/Borne
- mais aussi plus récemment les initiatives contre la guerre et pour le cessez-le-feu immédiat en Palestine
- D'ailleurs, ces questions sont malheureusement d'une brûlante actualité. Je suis fier que nous soyons aussi nombreux à participer dimanche au meeting à Paris contre la guerre, parce que c'est l'honneur du mouvement ouvrier que de prendre toute sa place dans les initiatives pour refuser la guerre. Et chacun voit bien le lien évident entre la guerre, l'économie de guerre et la destruction des services publics, des retraites, de la Sécurité sociale.

Ça s'est aussi concrétisé par notre appui aux mobilisations locales, en particulier sur la carte scolaire. Une nouvelle fois, les personnels, parents et élus de Haute-Loire ont exprimé leur colère face aux attaques contre leurs écoles, qu'elles soient maternelles, rurales ou de quartier.

Dès l'annonce des fermetures de classes, la mobilisation s'est propagée comme une traînée de poudre dans tout le département : blocages, manifestations, grèves, distributions de tracts... Pas une journée ne s'est passée sans qu'une initiative ne soit décidée. Ces actions ont réuni des centaines de personnels, de parents, d'élus, et plus largement de citoyens refusant la destruction des services publics.

Face au refus du représentant local de la Ministre d'entendre les revendications, la colère des parents et des personnels les a conduits à se constituer en comité départemental en défense de l'école publique. Un comité national s'est créé, la Fédération de l'enseignement leur a apporté tout son soutien. Devions nous rester à côté, les laisser seuls alors que leurs revendications sur les fermetures et plus largement pour la défense des services publics sont les nôtres ? Nous avons décidé d'être avec eux et nous avons bien fait ! Notre développement c'est aussi le fruit de notre adaptation aux évolutions de méthodes dans l'organisation des mobilisations et de la construction de la grève.

De la même manière, l'UD FO a très bien fait d'appeler à participer aux assemblées citoyennes de préparation du 10 et d'avoir organisé cette mobilisation en lien avec les décisions prises par les Assemblées citoyennes et de ne pas s'être isolé comme l'ont fait la CGT et la FSU en organisant une contre-manifestation devant le MEDEF.

Pour notre part, nous avons tenté, le 10 et le 18 septembre, d'organiser des assemblées générales de personnels dans les secteurs. La grève a été significative dans l'Education Nationale mais force est de constater qu'ils ne se sont pas emparés des AG comme en 2019. Pourtant, la colère est immense, et les personnels ne sont pas abattus. C'est donc la question de la méthode qui doit nous interroger car tout le monde se souvient des 14 journées d'actions qui ont été proposées en 2023 et d'ailleurs nous entendons de la part de nombreux collègues la phrase « La prochaine grève sera quand ? »

C'est pourquoi je partage la proposition faite par la confédération à l'intersyndicale d'appeler au 1 2 et 3 octobre, proposition rejetée par les autres organisations syndicales. Parce que cette méthode est la bonne ! Et même s'il n'existe pas de bouton magique pour déclencher la grève générale les journées d'action isolées, fixées d'avance dans un calendrier par les confédérations n'aident pas à la construction d'une mobilisation d'ampleur qui permettrait de bloquer le pays par la grève. Et au contraire, une impulsion venue des confédérations qui montrerait qu'elles se mettent réellement en ordre de marche pour engager le rapport de force serait évidemment un véritable point d'appui pour motiver les personnels à rejoindre les assemblées générales et décider de la grève et de sa reconduction.

Enfin, je me félicite de la conclusion du CCN : « Pour gagner sur les revendications, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et l'abandon de tout budget d'austérité, le CCN appelle toutes les structures à réunir les salariés pour discuter et décider la grève et sa reconduction, à partir du 2 octobre, dans l'action commune partout où c'est possible. »

Mes camarades, Lecornu, premier ministre illégitime dont la nomination tourne le dos aux millions et millions qui se sont exprimés dans la rue et dans les urnes, est le dernier fusible de Macron et de sa politique. Macron est plus faible que jamais. Dans ce contexte, ils cherchent des soutiens de toute part avec certains qui seraient prêts à brader les revendications majoritaires. C'est pour cette raison que je me félicite que le CCN ait exprimé clairement les revendications, à commencer par l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites et non sa suspension. Pour ma part il n'y a aucun compromis à faire au nom d'une prétendue stabilité mais c'est bien, plus que jamais, c'est le moment d'y aller pour arracher nos revendications.

Alors mes camarades, continuons le travail engagé. Continuons de réunir les personnels partout. Par les AG, par les réunions où les collègues discutent, décident et agissent, et par le renforcement de Force Ouvrière dans tous les secteurs, nous pourrions faire plier Macron et arracher la satisfaction de nos revendications.